

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 MARS 1922.

PROPOSITION DE LOI

modifiant quelques dispositions de la loi de compétence du 25 mars 1876
et du Code de procédure civile.

DÉVELOPPEMENTS

MESSIEURS,

I.

Le premier des trois articles de notre proposition a pour objet de réaliser une réforme depuis longtemps souhaitée en Belgique par tous les praticiens de la procédure.

Certaines voies d'exécution (saisies-arrêts, saisies-revendications, saisies foraines, saisies conservatoires) sont subordonnées à une autorisation à obtenir pour les trois premières, du président du tribunal de première instance, et pour la quatrième, du président du tribunal de commerce.

Ces autorisations sont généralement accordées sur simple requête de la partie qui veut pratiquer la saisie, sans que la partie à charge de laquelle la saisie doit être pratiquée soit appelée. (Et, en effet, il serait à craindre que si cette partie était appelée, elle ne profite de la révélation des projets de son créancier pour faire disparaître les choses dont la saisie est projetée.)

Parcille procédure unilatérale expose le juge à autoriser des saisies qu'il n'aurait pas permises si les parties avaient eu la faculté d'expliquer chacune ses prétentions. Et par un effet en retour, il se peut que par crainte d'autoriser des saisies abusives, le président du tribunal se refuse systématiquement à en permettre aucune alors qu'il en aurait permis s'il avait eu les moyens d'être éclairé sur la situation soumise à sa juridiction.

Il est vrai que toutes ces procédures qui sont inaugurées par l'autorisation présidentielle doivent donner lieu à une action en validité. Mais l'exercice de cette action peut donner lieu à de longs délais... et dans l'intervalle, le maintien d'une saisie abusive peut causer à celui qui en est frappé des préjudices considérables.

La jurisprudence française a admis un expédient pour parer aux inconvénients qui viennent d'être signalés. Elle reconnaît à la partie saisie, jusqu'au jour de l'introduction de l'instance en validité, le droit de demander au président du tribunal, la rétractation de son ordonnance. La jurisprudence a estimé cette pratique illégale. Le projet se propose de la rendre légitime. L'utilité de cette innovation n'a pas besoin de démonstration. Notre législation en offre d'ailleurs un précédent dans l'organisation de la saisie conservatoire des navires et bateaux (1).

Les ordonnances sur demande de rétractation seront des actes de procédure contentieuse. En principe, elles devraient toujours être appelables si le montant de la créance pour laquelle la saisie est pratiquée dépasse 2,500 fr. Le projet ne conserve cette faculté d'appel qu'à l'égard de l'ordonnance accordant la rétractation totale ou partielle de celle qui a permis la saisie-arrest. L'appel des ordonnances qui a refusé de rétracter l'ordonnance initiale n'a aucune utilité car cet appel ne serait pas vidé avant que soit jugée l'instance en validité de saisie.

Le projet comporte en matière d'exécution par voie parée et de saisie-description permise par la loi sur les brevets d'invention, des mesures analogues à celles relatives aux ordonnances qui ont permis des saisies-arrests, saisies foraines, etc. Les raisons qui justifient ces diverses réformes sont les mêmes dans tous les cas.

II.

Le 2 mars, le Gouvernement a présenté un projet de loi tendant à réduire au *minimum* le temps employé par les juridictions à vérifier leur compétence.

Les deux dernières propositions comprises dans le projet actuel tendent à compléter la réforme proposée par le Gouvernement.

Aux termes de l'article 172 du Code de procédure civile, le défendeur qui oppose une exception d'incompétence peut exiger que cette exception soit examinée préalablement à tout débat sur le fond. On discute même la question de savoir si le jugement qui rejette une exception d'incompétence et enjoint de plaider au fond peut être muni d'exécution provisoire. Cette règle ouvre au plaideur qui veut se dérober à l'obligation de faire juger son procès, des facilités de différer abusivement la terminaison du litige. Le projet propose de refondre l'article 172 du Code de procédure civile de façon à soumettre les déclinatoires de compétence au même régime que les autres incidents. Le juge peut au mieux de la distribution de la justice, statuer séparément sur ces déclinatoires ou les joindre au fond. De l'article 172 actuel, il ne resterait plus que cette règle que si le déclinatoire est jugé séparément, il doit être jugé sommairement.

III.

Pour accélérer la solution des litiges, l'article 473 du Code de procédure

(1). Loi du 4 septembre 1908, relative à la saisie des navires, article 1^{er}

civile a conféré aux juridictions d'appel la faculté d'évocation. Le troisième article du projet vise à élargir cette faculté d'évocation.

Actuellement pour que cette faculté d'évocation existe, trois conditions sont requises :

a) que la juridiction d'appel réforme une décision d'avant dire droit rendue par le premier juge ou qu'il réforme pour raison de compétence ou pour vice de forme une décision définitive rendue au fond par ce juge;

b) que la matière soit en état de recevoir une solution définitive;

c) que l'affaire soit de celles sur lesquelles la juridiction d'appel a qualité pour statuer *au fond* en second degré. Par exemple, la Cour d'appel réforme pour raison de compétence une décision rendue par un tribunal de première instance dans une matière valant plus de 2,500 francs : elle peut évoquer la cause si cette cause est en état de recevoir une solution définitive. Mais après avoir réformé pour raison de compétence une décision du tribunal de première instance dans une matière valant moins de 2,500 francs, la Cour ne peut évoquer le litige, même si l'instruction en est complète : *en effet l'affaire n'était pas appelable au fond*; et comme l'enseigne l'arrêt de Cassation du 3 mai 1906 (1), *il n'appartient aux tribunaux d'évoquer que pour autant qu'ils pourraient être saisis par un nouvel appel s'ils ne retenaient le litige*.

Pareil régime est fâcheux, car il refuse le bénéfice de l'évocation aux causes de minime importance : celles dans lesquelles il importe surtout de réduire les frais.

Le projet porte que la faculté d'évocation existe quelle que soit l'importance du litige.

Dans l'état actuel de la législation, quand le tribunal de première instance saisi d'une affaire en degré d'appel estime que cette affaire aurait dû être portée *en premier ressort* devant lui, il doit se borner à déclarer l'incompétence du juge de paix; il ne peut garder la connaissance du litige au fond; et la partie demanderesse doit sur nouveaux frais revenir devant ce même tribunal de première instance pour lui présenter l'affaire en qualité de juge du premier ressort.

Ce système rigoriste (2) doit être abandonné comme retardant au dam des parties la solution des litiges. Le projet dispose donc que *dans tous les cas* de l'espèce l'évocation sera obligatoire. Elle devra être prononcée même si la cause n'est pas en état de recevoir une solution définitive; *même si la sentence du juge de paix avait à bon droit reconnu l'incompétence de ce magistrat, et par conséquent n'était pas susceptible de réformation*.

E. FLAGEY.

(1) *Pasicrisie belge*, I, 212. La jurisprudence des cours de Liège et de Gand est contraire à cet enseignement de la Cour de cassation. La jurisprudence de la Cour de Bruxelles s'y conforme. (*Pand. Belg. Evocat. en matière civile*, n° 117 et suivants). Dans le même sens, voir aussi DE PAEPE, *Etudes sur la compétence civile*, I, p. 34.

(2) *Cass.* 20 nov. 1873. *Pas.* 347, 14 juin 1883, p. 277, 3 mai 1906, *ibid.* 212, 4 juin 1908, p. 234.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 MAART 1922.

WETSVOORSTEL

tot wijziging

van enkele bepalingen van de wet op de bevoegdheid dd. 25 Maart 1876 en van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

I.

Het eerste der drie artikelen, waaruit ons voorstel bestaat, heeft ten doel eene hervorming tot stand te brengen, welke, in België, reeds lang wordt betracht door al de rechtsgeleerden, ervaren in rechtsvorderingszaken.

Sommige middelen van uitwinning (beslag onder derden, beslag tot opvordering (revindicatoir beslag), beslag tegen buitengezetenen, beslag tot vrijwaring (conservatoir beslag) zijn afhankelijk gesteld van eene machtiging te verleenen, wat de eerste drie betreft, door den voorzitter der rechtbank van eersten aanleg, en, wat het vierde betreft, door den voorzitter der handelsrechtbank.

Gewoonlijk worden deze machtigingen verleend op enkel verzoekschrift van de partij die tot beslag wil overgaan, zonder dat de partij, tegen wie tot beslag moet worden overgegaan, opgeroepen wordt. (Het ware inderdaad te vreezen dat deze partij, opgeroepen zijnde, zou gebruik maken van het kennis krijgen der inzichten van haar schuldeischer, om de zaken, waarop men denkt beslag te leggen, weg te maken).

Zulke eenzijdige rechtspleging stelt den rechter bloot, machtigingen tot beslag te verleenen, welke hij niet zou gegeven hebben bijaldien partijen geroepen waren om beurtelings hare aanspraken te doen gelden. En, bij terugslag, is het mogelijk dat, uit vrees van wederrechtelijk beslag, de voorzitter der rechtbank steltematig zou weigeren een enkele machtiging te verleenen, wat hij wel zou gedaan hebben, indien hij de middelen had gehad om ingelicht te zijn over den toestand die aan zijne uitspraak is onderworpen.

Weliswaar, moeten al deze rechtsplegingen, welke aanvangen met de machtiging van den voorzitter, aanleiding geven tot eene vordering tot geldigverklaring. Doch het behandelen van deze rechtsvordering kan aanleiding geven tot menig uitstel en, intusschentijd, kan het handhaven van een wederrechtelijk beslag groot nadeel berokkenen aan hem, die er door getroffen wordt.

De Fransche rechtspraak heeft een uitvlucht aangenomen om gemelde bezwaren te vermijden. Aan de beslagene partij, tot den dag waarop de rechtsvordering tot geldigverklaring wordt aangebracht, kent zij het recht toe om den voorzitter der rechtbank te verzoeken zijn bevelschrift in te trekken. De rechtspraak achtte deze doenwijze ongeldig. Ons voorstel strekt er toe, ze wettig te maken. Het nut van deze nieuwigheid dient niet te worden bewezen : overigens, dienaangaande is er in onze wetgeving een voorgaande in de wet tot regeling van het conservatoir beslag op de zee- en de binnenschepen (1).

De bevelschriften op aanvraag van intrekking zullen gelden als akten van rechtspleging in betwiste zaken. In beginsel zouden zij altijd vatbaar moeten zijn voor beroep, indien het bedrag der schuldvordering, waarvoor beslag werd gelegd, 2,500 frank overschrijdt. Door het voorstel wordt deze bevoegdheid tot het instellen van beroep slechts behouden ten opzichte van het bevelschrift van geheele of gedeeltelijke intrekking van datgene, waarbij het beslag onder derden werd toegelaten. Het beroep van de bevelschriften, waarbij de intrekking van het aanvankelijk bevelschrift werd geweigerd, is zonder nut, daar dit beroep niet zou geslecht zijn voordat het rechtsgeeding tot geldigverklaring van het beslag gewezen zij.

In zake dadelijke uitwinning en beschrijvend beslag, toegelaten door de wet op de uitvindingsbrevetten, behelst het voorstel gelijke maatregelen als die betreffende de bevelschriften tot machtiging van beslag onder derden, van beslag tegen buitengezetenen, enz. De redenen, welke deze onderscheidene hervormingen wettigen, zijn dezelfde in al de gevallen.

II.

Op 2 Maart heeft de Regeering een wetsontwerp ingediend tot inkorting, op het *minimum*, van den tijd door de rechtsmachten gebruikt om na te gaan of zij bevoegd zijn.

De laatste twee bepalingen van het onderhavig wetsvoorstel strekken er toe, de door de Regeering voorgestelde hervorming aan te vullen.

Naar luid van artikel 172 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering, kan de verweerder, die eene exceptie van onbevoegdheid tegenstelt, eischen dat deze exceptie worde behandeld vóór elk debat over den grond der zaak. Men twist zelfs over de vraag, of het vonnis van afwijzing eener exceptie van onbevoegdheid en van bevel om den grond der zaak te behandelen, uitvoerbaar bij voorraad kan verklaard worden. Dank zij dezen regel,

(1) Wet van 4 September 1908, betreffende het beslag op de schepen, Eerste artikel.

is het voor den pleiter, die zich wil onttrekken aan de verplichting zijn geding te doen vonnissen, gemakkelijk om de afdoening van het geschil wederrechtelijk te verdagen. Het ontwerp stelt voor, artikel 172 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering om te werken derwijze dat de afwijzingsmiddelen wegens onbevoegdheid onderworpen worden aan dezelfde regeling als de overige tusschengeschillen. Naar het met eene goede rechtsbedeeling best overeenkomt, kan de rechter over deze afwijzingsmiddelen afzonderlijk beslissen of ze met de hoofdzaak samenvoegen. Van het huidige artikel 172 zou nog slechts deze regel overblijven : zoo over het afwijzingsmiddel afzonderlijk wordt beslist, moet dit in korte behandeling geschieden.

III.

Ten einde de oplossing der geschillen te verhaasten, heeft artikel 473 van het Wetboek van Burgerlijke Rechtsvordering aan de rechtsmachten van beroep het recht van aantrekking verleend. Het derde artikel van het voorstel streeft er naar, dit recht van aantrekking uit te breiden.

Thans zijn er tot dit recht van aantrekking drie vereischten gesteld, namelijk :

a) Dat de rechtsmacht van beroep eene voorloopige uitspraak hervorme, gewezen door den eersten rechter, of dat zij, om reden van bevoegdheid of wegens vormgebrek, eene door dezen rechter over den grond der zaak gewezen eindbeslissing hervorme;

b) Dat de zaak in staat zij om bij eindbeslissing gevonnist te worden;

c) Dat de zaak van zoodanigen aard zij, dat de rechtsmacht van beroep bevoegd is om in tweeden aanleg *over den grond* uitspraak te doen. Bij voorbeeld, het Hof van beroep hervormt om reden van bevoegdheid eene beslissing gegeven door eene rechtbank van eersten aanleg in eene zaak ten bedrage van meer dan 2,500 frank; het kan deze zaak aan zich trekken, indien zij in staat is om bij eindbeslissing gevonnist te worden. Doch, na om reden van bevoegdheid, eene beslissing der rechtbank van eersten aanleg te hebben hervormd in eene zaak ten bedrage van minder dan 2,500 frank, kan het Hof het geschil niet aan zich trekken, zelfs indien de behandeling daarvan volledig is : *inderdaad, de zaak was niet valbaar voor beroep, wat den grond betreft*; en, zooals werd beslist door het arrest van het Verbrekingshof d.d. 3 Mei 1906 (1), *zijn de rechtbanken slechts bevoegd om de zaken tot zich te trekken in zooverre zij daarvan zouden kunnen kennis nemen ten gevolge van een nieuw beroep bijaldien zij het geschil niet aan zich behielden*.

Dergelijke regeling is schadelijk, daar zij het voordeel van aantrekking

(1) *Pasicrisie belge*, I, 242. — De rechtspraak der Hoven van Luik en van Gent is strijdig met deze leer van het Verbrekingshof. De rechtspraak van het Hof van Brussel stemt daarmee overeen. (PAND. BELG. *Evocation en matière civile*, n° 117 en volgende.) In denzelfden zin, zie ook DE PAEPE, *Etudes sur la compétence civile*, I., bl. 34.

ontkent voor de zaken van gering bedrag : die waarin het vooral noodig is de kosten te verminderen.

Het voorstel bepaalt, dat het recht van aantrekking bestaat, welk het bedrag van het geschil ook zij.

In den huidige stand der wetgeving, wanneer de rechtbank van eersten aanleg, die kennis neemt van eene zaak in beroep, van oordeel is dat deze zaak voor haar in *eersten aanleg* had moeten aangebracht worden, moet zij er zich bij bepalen te verklaren dat de vrederechter onbevoegd was; zij vermag de kennisneming van het geschil over den grond der zaak niet aan zich te behouden; en de eischende partij moet, op nieuwe kosten, voor deze zelfde rechtbank van eersten aanleg terugkeeren om haar de zaak aan te brengen als rechter in eersten aanleg.

Van dergelijk streng stelsel (1) moet worden afgezien, daar zij, tot schade van partijen, de oplossing van de geschillen vertraagt.

Het voorstel bepaalt derhalve dat, *in alle dergelijke gevallen*, de aantrekking verplichtend gesteld wordt. Zij moet uitgesproken worden zelfs indien de zaak niet in staat is om bij eindbeslissing gevonnist te worden, *al mocht de beslissing van den vrederechter de onbevoegdheid van dezen rechter terecht erkend hebben en bijgevolg niet voor hervorming vatbaar zijn*.

FLAGEY.

(1) Cass. 20 Nov. 1873. — *Pas.* 347, 14 Juni 1883, bl. 277. — 3 Mei 1906, *ibid.* 212. — 4 Juni 1908, bl. 234.